

Unité inter-départementale Anjou Maine
Pôle Risques Chroniques
Rue du Cul d'Anon
Parc d'activités Angers/Saint Barthélemy
CS80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou Cedex

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 22 avril 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CONSTRUCTIONS TRILLOT

245 ROUTE DE LA CROIX DU DAIS
49500 Chaze-Sur-Argos

Références : 2025-165_CONSTRUCTIONS TRILLOT_INSP_RAP
Code AIOT : 0006302224

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2025 dans l'établissement CONSTRUCTIONS TRILLOT implanté 245 ROUTE DE LA CROIX DU DAIS 49500 CHAZE-SUR-ARGOS. L'inspection a été annoncée le 06/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CONSTRUCTIONS TRILLOT
- 245 ROUTE DE LA CROIX DU DAIS 49500 CHAZE-SUR-ARGOS
- Code AIOT : 0006302224
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CONSTRUCTIONS TRILLOT exploite à Chazé-sur-Argos une entreprise spécialisée dans la construction de bâtiments. Elle exploite des installations de traitement et travail mécanique du bois, sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 03 avril 1992, modifié par un arrêté de prescriptions complémentaires du 04 octobre 2019.

Thèmes de l'inspection :

- suites de la visite du 18/01/2024
- récolement de l'arrêté de mise en demeure du 22/06/2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 5.4; article 4.3.1.III de l'AM du 02/02/1998	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Confinement des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Préfectoral du 03/04/1992, article 3.2.1; article 4.10 de l'AM du 02/03/2023	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	30 jours
4	Porter à connaissance d'une modification	Arrêté Préfectoral du 03/04/1992, article 2.1-alinéa 2	/	Demande d'action corrective	30 jours
5	Déclaration GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1er	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 03/04/1992, article 3.6.2; article 1er de l'APMD du 22/06/2021	Susceptible de suites	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit mettre en place :

- un dispositif de confinement des eaux d'extinction d'incendie ;
- un dispositif de régulation des eaux pluviales.

À défaut, une mise en demeure pourra être proposée au préfet.

L'exploitant doit :

- transmettre au préfet un dossier des dernières modifications intervenues sur son site, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires ;
- procéder aux déclarations sous GIDAF des résultats d'analyses des eaux souterraines.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 5.4; article 4.3.1.III de l'AM du 02/02/1998
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18/01/2024• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>AM du 02/03/2023 - art. 5.4 : Les dispositions des articles 43-1-I à 43-1-IV de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé s'appliquent.</p> <p>AM du 02/02/1998 - art. 43.1.III : À défaut de dispositions fixées par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux ou à défaut de dispositions prévues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces de l'installation (toitures, aires de parking, etc.), correspondant au maximal décennal de précipitations en cas de pluie, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5. [...]</p> <p>SDAGE Loire-Bretagne 2022-2027 - Disposition 3D-2 : [...] À défaut d'une étude spécifique précisant la valeur de ce débit de fuite, le débit de fuite maximal sera de 3 l/s/ha pour une pluie décennale et pour une surface imperméabilisée raccordée supérieure à 1/3 ha.</p>
Constats : <p>Les modifications d'imperméabilisation sur le site, intervenues dès 2017, n'ont pas fait l'objet d'un porter à connaissance avant leur réalisation. La note hydraulique du 10/08/2022 réalisée par SOCOTEC préconise la mise en place d'un bassin de régulation pour chacun des 2 bassins versants (BV) du site, afin de rendre conforme le rejet d'eaux pluviales au regard de la disposition 3-D-2 du SDAGE Loire-Bretagne 2022-2027, qui impose un débit de fuite maximal à 3 l/s/ha pour une pluie décennale (cette disposition était déjà applicable dans le SDAGE précédent 2016-2022). Concernant le BV1, la note conclut que le volume du bassin d'orage existant (368 m³) est suffisant (supérieur au volume minimum de 145 m³ requis). En revanche, un orifice de régulation d'un diamètre de 27 mm doit être installé en sortie du bassin de régulation. Concernant le BV2, la note conclut qu'un bassin doit être créé d'un volume minimum de 443 m³. Par ailleurs, un orifice de régulation d'un diamètre de 50 mm doit être installé en sortie du bassin de régulation.</p> <p>Lors de la visite du 24/03/2025, l'inspection a constaté la présence du bassin de régulation pour le BV1. Toutefois, le diamètre de son orifice de régulation est supérieur à 27 mm. L'inspection a par ailleurs constaté l'absence de bassin de régulation pour le BV2.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>→ L'exploitant doit mettre en place des dispositifs de régulation des eaux pluviales (au regard des conclusions de la note hydraulique mentionnée supra), ainsi qu'un échéancier associé. À défaut, une proposition de mise en demeure pourra être proposée au préfet.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/1992, article 3.6.2; article 1er de l'APMD du 22/06/2021
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18/01/2024• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>AP du 17/04/1992 - article 3.6.2 :</p> <p>La défense extérieure contre l'incendie (DECI) est assurée par 3 poteaux d'incendie (PI) dont le débit total en mode simultané est de 3000 litres par minute, sous pression dynamique d'1 bar. À défaut, la DECI devra être assurée par une réserve d'eau d'une capacité minimale de 360 m³. L'implantation de ces hydrants ou de ce point d'eau devra être soumise pour avis au SDIS49.</p> <p>APMD du 22/06/2021 - article 1 :</p> <p>La société CONSTRUCTIONS TRILLOT exploitant une installation de mise en œuvre du traitement du bois sise route de Vern d'Anjou, sur la commune de Chazé-sur-Argos est mise en demeure de respecter : [...]</p> <ul style="list-style-type: none">• les dispositions de l'article 3.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 avril 1992 susvisé sous un délai de 6 mois en mettant en œuvre la défense extérieure incendie ; <p>[...]</p>
Constats : <p>Lors de la visite du 21/03/2021, l'inspection avait constaté la présence d'un poteau d'incendie (PI) à proximité du site. Toutefois, l'exploitant ne possédait pas de justificatif du débit de ce PI. Par ailleurs, l'inspection avait constaté la présence d'une mare au Nord-Ouest du site, identifiée comme réserve incendie par l'exploitant. Toutefois, son fond n'était pas étanche ; son accès par les véhicules de lutte contre l'incendie était rendu impossible par des stockages de bois ; ses abords n'étaient pas entretenus. Par ailleurs, l'exploitant n'avait pas été en mesure de justifier de sa capacité requise de 360 m³. Enfin, il avait indiqué qu'elle n'avait pas été réceptionnée par le SDIS49. Compte tenu du fait que la demande de justification du respect des dispositions de l'article 3.6.2 de l'AP du 03/04/1992 avait déjà été formulée lors de la visite précédente de 2018 et qu'elle n'avait pas donné lieu à une réponse de l'exploitant, ce dernier a été mis en demeure par AP du 22/06/2021 de mettre en œuvre la défense extérieure incendie sous un délai de 6 mois.</p> <p>Joint au courrier du 29/09/2021 adressé à la préfecture, l'exploitant a transmis un porter à connaissance contenant un calcul D9 concluant à un besoin en eaux d'extinction pour le site de 540 m³ pour 2h d'intervention. Par ailleurs, le porter à connaissance précisait que la mare existante avait une surface de 600 m² (40m x 15m), et un volume de 600 m³ (sans justification de sa profondeur).</p> <p>Par courrier du 16/11/2021, l'inspection a demandé à l'exploitant de lui fournir un PV de réception de la réserve incendie par le SDIS49 afin de s'assurer de son caractère opérationnel, et un PV de mesure du débit du PI.</p> <p>Joint au courrier du 22/09/2022 adressé à la préfecture, l'exploitant a transmis le PV de contrôle du PI réalisé par la SAUR le 10/01/2018 attestant d'un débit de 90 m³/h.</p> <p>Compte tenu du calcul D9 et du PV de contrôle du PI mentionnés supra, les besoins en eaux d'extinction d'incendie manquants s'élèvent finalement à 360 m³ (540-2*90).</p> <p>Lors de la visite du 18/01/2024, l'inspection a constaté que l'accès à la mare était possible pour les véhicules de lutte pour l'incendie (absence de stockage bloquant l'accès). En revanche, aucun aménagement n'avait été réalisé pour garantir le caractère opérationnel de cette mare comme réserve incendie : aire de stationnement d'engins et zone de pompage non aménagées, abords de</p>

<p>la mare encombrés de végétation, absence de justificatif du fait de disposer de la capacité requise en tout temps, absence de PV de réception par le SDIS49.</p> <p>Lors de la visite du 24/03/2025, l'exploitant a indiqué qu'il avait abandonné la solution de sa mare comme moyen complémentaire de lutte contre l'incendie et qu'il avait finalement opté pour la solution d'une bâche incendie souple. L'inspection a constaté la présence de la bâche incendie au Sud-Est du site d'une capacité de 360 m³ équipée de 3 vannes, et de 3 aires de stationnement d'engins associées. La réserve a été réceptionnée par le SDIS. Son n° PENA (Point d'Eau Naturel ou Artificiel) est le 13016.</p> <p>En conséquence, l'inspection propose au préfet de lever la mise en demeure du 22/06/2021.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Confinement des eaux d'extinction d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/1992, article 3.2.1; article 4.10 de l'AM du 02/03/2023
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 18/01/2024 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>AP du 03/04/1992, article 3.2.1 [...] Tout déversement, dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement, d'eaux polluées (ou susceptibles de l'être) est interdit. Ces eaux seront recueillies dans une capacité étanche de volume suffisant pour permettre le stockage d'effluents souillés en cas d'incident éventuel. [...]</p> <p>AM du 02/03/2023 - art. 4.10 : Rétention et isolement. L'exploitant prend les mesures nécessaires pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. [...] (applicable sous un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de l'AM, soit avant le 05/03/2025)</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 18/01/2024, l'inspection a constaté l'absence de bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie des bâtiments abritant les installations de traitement du bois et celles de travail mécanique du bois, situés sur BV2.</p> <p>La note hydraulique du 10/08/2022 (mentionnée plus haut) préconise l'utilisation du bassin de régulation des EP sur BV2 (à créer), comme bassin de confinement. Le calcul D9A présent dans la note évalue la capacité minimale de confinement à 796 m³ (supérieur au volume requis pour la régulation des EP). La note précise qu'un dispositif d'obturation doit être prévu en sortie du bassin de confinement.</p> <p>Lors de la visite du 24/03/2025, l'inspection a constaté l'absence de bassin de confinement pour le BV2.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
→ L'exploitant doit mettre en place un dispositif de confinement des eaux d'extinction d'incendie, accompagné d'un échéancier associé. À défaut, une mise en demeure pourra être proposée au préfet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Porter à connaissance d'une modification

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/1992, article 2.1-alinéa 2
Thème(s) : Situation administrative, Modification
Prescription contrôlée : Tout projet de modification notable ou toute extension devra, avant sa réalisation, être porté par le pétitionnaire à la connaissance du Préfet accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.
Constats : Lors de la visite du 24/03/2025, l'inspection a constaté que : - le stockage extérieur de bois (constaté en 2024) est à présent couvert par une extension du bâtiment ; - la toiture de cette extension est couverte par des panneaux photovoltaïques. Ces modifications n'ont pas été portées à la connaissance du préfet.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
→ L'exploitant doit transmettre au préfet un dossier des dernières modifications intervenues sur le site (notamment celles mentionnées ci-dessus), accompagné des éléments d'appréciation nécessaires (actualisation des calculs D9 et D9A, mesures prévues pour satisfaire aux résultats de ces calculs, revue de conformité aux prescriptions de l'annexe I de l'AM du 05/02/2020 le cas échéant, positionnement par rapport à la rubrique 1532, ...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Déclaration GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/01/2024 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.

Constats :

Lors de la visite du 18/01/2024, l'inspection a constaté que les résultats d'analyses des campagnes de surveillance des eaux souterraines sur la période 2021-2023 n'avaient pas été déclarés sur GIDAF. L'exploitant avait indiqué qu'il avait rencontré des difficultés pour effectuer les déclarations.

Lors de la visite du 24/03/2025, l'inspection a de nouveau constaté l'absence de déclaration sur GIDAF.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ **L'exploitant doit procéder aux déclarations des résultats des analyses des eaux souterraines sur GIDAF.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours